

L'Etat veut de se désengager du transport administratif au Burundi

PANA, 15/07/2008 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais envisage sérieusement de se désengager du transport administratif pour soulager le Trésor public et être en phase avec d'autres pays voisins qui n'offrent plus de telles facilités aux fonctionnaires, apprend-on du ministre des Transports, Postes et Télécommunications, Philippe Njoni. En 2007, le budget national a coûté plus de 8 milliards de Francs burundais (près de 8 millions de dollars US) qui sont allés dans l'achat et l'entretien des véhicules de transport de l'Etat, selon la même source, qui estime "considérable" une telle somme dans un pays ayant beaucoup d'autres priorités à satisfaire.

Les fonctionnaires ne respectent pas toujours le jeu et utilisent souvent les véhicules de fonction au-delà des heures et jours ouvrables en violation des règles d'usage, a encore déploré le ministre Njoni. Des mesures sont à l'étude et pourraient déboucher sur la suppression pure et simple du charroi de l'Etat dès l'année prochaine, a-t-il avisé. Seules les plus hautes personnalités de l'Etat, comme le président de la République et ses adjoints ainsi que les ministres, devraient rester avec des véhicules en nombre raisonnable de fonction, a fait savoir le ministre. "Cela se fait déjà au Rwanda, au Kenya voisins et dans d'autres pays africains où l'histoire du charroi de l'Etat n'existe plus", a déclaré le ministre burundais des Transports. Des formules intermédiaires ont été imaginées dans ces pays, comme l'octroi de crédits aux fonctionnaires désireux de se doter de leurs propres moyens de déplacement ou encore l'indexation au salaire des indemnités de transport, selon la même source. Le développement des transports en commun est également à l'étude pour rendre la tâche encore plus facile aux fonctionnaires de l'Etat, selon toujours le ministre. La flambée des cours du pétrole sur le marché mondial est un autre motif d'importance qui va précipiter la mesure gouvernementale portant suppression du charroi de l'Etat, soutient-on toujours du côté du ministère burundais des Transports, Postes et Télécommunications.